

Comité Social d'Administration du ministère de l'Éducation nationale

Séance du 13 mars 2024



Déclaration de SUD éducation

Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

En moins d'un an, le ministère de l'Éducation nationale a connu quatre ministres différents. On peut se réjouir que les ministres soient remplacés plus rapidement que les enseignant·es ne le sont dans nos écoles, mais on peut aussi s'inquiéter de la grande désinvolture avec laquelle notre ministère est piloté à l'Élysée et à Matignon.

Emmanuel Macron, candidat aux élections présidentielles, avait promis une augmentation de salaire de 10% pour les enseignant·es. Gabriel Attal avait annoncé une augmentation de 11 % soit 258 euros net. SUD éducation s'est penché sur la question et a d'abord constaté qu'il s'agit d'une moyenne : à partir de l'échelon 8 (environ 14 ans d'ancienneté), les enseignant·es et CPE ne bénéficient pas d'une augmentation de salaire de 11 %.

Ensuite, pour parvenir à une moyenne de 11 %, le ministère a été obligé de prendre en compte toutes les revalorisations du point d'indice et les primes distribuées depuis avril 2022 et jusqu'à janvier 2024, en agglomérant les mesures qui concernent toute la Fonction publique et les mesures propres à l'Éducation nationale. Les personnels ne sont pas dupes, ils revendiquent de vraies augmentations de salaire, c'est

pourquoi ils seront en grève le 19 mars avec toute la Fonction publique.

Gabriel Attal avait, par ailleurs, promis de créer des postes : alors que le projet de loi de finances prévoyait 2193 suppressions d'emplois pour la rentrée scolaire 2024, l'ex-ministre de l'Éducation nationale actuellement Premier ministre, avait annoncé, à cette même instance, la sauvegarde de 1059 postes dans le 1er degré et la création de 574 postes dans le 2nd degré, dans l'unique but de financer la réforme Choc des savoirs. Or, on a appris en ce début d'année que 692 millions devront être rendus dans le cadre des 10 milliards d'économie. Pire encore, en 2025, ce sont 20 milliards qui devront être économisés. L'Éducation nationale n'a certainement pas besoin de faire des économies.

Le Président Macron avait annoncé des investissements déjà trop minces dans le Fonds vert qui finance, par le biais des collectivités territoriales, la rénovation écologique des écoles. Or, avec les coupes budgétaires, ce sont 400 millions du Fonds vert qui disparaissent. SUD éducation alerte sur l'état du bâti scolaire : la transition écologique et la réduction des inégalités sociales et environnementales n'est pas un domaine sur

lequel on peut ni économiser ni rétropédaler. Qui plus est, la présence massive d'amiante dans les écoles, collèges et lycée ne fait l'objet d'aucune prise en charge structurelle.

Il y a pourtant nombre de domaines dans lesquels le gouvernement pourrait rétropédaler : économisons 2 milliards d'euros en renonçant d'ores et déjà à la généralisation de l'uniforme, une mesure coûteuse, portée uniquement par la droite réactionnaire et l'extrême droite dans un exercice de nostalgie d'une école fantasmée, d'avant.

De même, les personnels revendiquent massivement un abandon des mesures du Choc des savoirs. Les personnels expriment leurs difficultés à faire leur métier correctement, le manque de formation, de soutien, de moyens... la réponse de Gabriel Attal à ces difficultés est d'imposer une série de mesures vexatoires qui viennent sanctionner la difficulté scolaire alors qu'il faut la prévenir. C'est bien une école à deux vitesses qui se dessine avec l'obligation d'obtenir le DNB pour accéder au lycée, ce pour quoi le diplôme n'a jamais été pensé. Il faut améliorer les conditions d'étude en classe pour les élèves en difficulté au lieu d'ajouter des obstacles à leur parcours scolaire. Les personnels ont compris quelle idéologie de classe s'exprime dans cette réforme, il est temps d'arrêter le discours selon lequel le Choc des savoirs permettrait de lutter contre les inégalités car

c'est l'inverse, le Choc des savoirs creuse les inégalités.

Les personnels de l'Éducation nationale assistent sidérés au spectacle cacophonique du gouvernement : le ministère et le gouvernement se renvoient la balle tout en poursuivant leur vaine opération médiatique destinée à faire passer la pilule du Choc des Savoirs. Et, alors que la Ministre annonce l'abandon des groupes de niveau, le Premier ministre annonce leur maintien dès le lendemain : il faut arrêter de jouer avec l'école, c'est un sujet sérieux.

Le ministère n'a-t-il rien appris du fiasco de la réforme du bac Blanquer ? Le ministère a imposé une réforme du bac dans la précipitation contre l'avis des personnels. Incapable de véritablement l'appliquer, il la détricote petit à petit. Ce sont les élèves et les personnels qui ont fait les frais de cette inconséquence. Pourtant le ministère recommence avec le Choc des savoirs.

Pour lutter contre les inégalités sociales que le Premier ministre déclare vouloir combattre, il faut ouvrir de véritables concertations afin de penser un plan global qui redonne des moyens à l'éducation prioritaire, qui donne de vrais moyens à l'inclusion scolaire, qui repense la formation initiale et continue des personnels. On en est loin. Heureusement, notre ministère est riche d'équipes mobilisées prêtes à se battre pour le service public d'éducation.